

**ROYAUME DU MAROC**

**AGENCE MAROCAINE POUR L'EFFICACITE ENERGETIQUE**

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° 12/ 2017**

**DU 14/11/17**

**ASSISTANCE A L'EXPLOITATION DE LA SUITE « DOCFLOW », LE SYSTEME  
DE GESTION DU COURRIER ET DE DEMATERIALISATION DE PROCESSUS**

**« CAHIER DE PRESCRIPTIONS SPECIALES »**

En application des dispositions du Décret n°02-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur contrôle et à leur gestion.

**ANNEE 2017**

Le Directeur Général  
Saïd MOULINE

1

## **SOMMAIRE**

### **PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

### **CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

**ARTICLE 1 : OBJET**

**ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

**ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE**

**ARTICLE 4 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET PARTICULIERS**

**ARTICLE 5 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE**

**ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DES PRESTATAIRE DE SERVICE**

**ARTICLE 7 : NANTISSEMENT**

**ARTICLE 8 : PERSONNE CHARGEES DE SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE**

**ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE**

**ARTICLE 10 : SOUS TRAITANCE**

**ARTICLE 11 : DELAI D'EXECUTION**

**ARTICLE 12 : NATURE, CARACTERES DES PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

**ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENTS**

**ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE**

**ARTICLE 15 : ASSURANCE**

**ARTICLE 16 : FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT**

**ARTICLE 17 : RECEPTION PROVISOIRE**

**ARTICLE 18 : RECEPTION DEFINITIVE**

**ARTICLE 19 : PENALITES POUR RETARD**

**ARTICLE 20 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS  
NON RESIDENTS AU MAROC**

**ARTICLE 21 : RESILIATION DU MARCHE**

**ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

**ARTICLE 23 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL**

**ARTICLE 24 : MESURE DE SECURITE**

**ARTICLE 25 : CONTESTATIONS - LITIGES**

**ARTICLE 26 : MODIFICATION DU PRESENT CPS**

**ARTICLE 27 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

**ARTICLE 28 : RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES**

**ARTICLE 29 : CAS D'ABANDON**

**ARTICLE 30 : GARANTIE**

### **BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF**

### **CHAPITRE II : TERMES DE REFERENCES**

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix, séance publique, en application de l'article 16 paragraphe 1 Alinéa 2 et de l'article 17 paragraphe 3 Alinéa 2 du décret n°2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 Mars 2013), relatif aux marchés publics.

**Entre les contractants :**

L'Agence Marocaine pour l'Efficacité Energétique (AMEE), Espace les patios, 1<sup>er</sup> étage –Angle av Ben Barka, av Ennakhil, Hay Riad, Rabat crée par Dahir n°1-16-134 du 21 Kaada 1437 (25 aout 2016) représentée par son Directeur Général, et désigné ci-après par le Maître d'ouvrage (M.O).

**D'une part,**

**ET :**

La société ..... Représentée par M.....  
..... qualité.....  
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs  
qui lui sont conférés.  
Au capital social .....Patente n° .....  
Registre de commerce de .....Sous le n°.....  
Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....  
Ouvert auprès de .....  
Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE** »

**D'autre part,**

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit**

**CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES****ARTICLE 1 : OBJET**

Le marché issu du présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) a pour objet **l'assistance à l'exploitation de la suite « DocFlow», le système de gestion du courrier et de dématérialisation de processus pour le compte de l'Agence Marocaine pour l'Efficacité Energétique** dont les conditions sont définies ci-après.

Les lieux d'exécution des prestations objet du présent appel d'offres sont :

- Siège de l'AMEE à Rabat, Espace les Patios, angle avenue Anakhil et avenue Mehdi Benbarka, Hay Riad.
- Représentation de l'AMEE à Marrakech Rue El Machaâr El Haram, Issil.

**ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

L'Agence Marocaine pour l'Efficacité Energétique (ex. ADEREE) a procédé, en 2014, à l'acquisition d'une solution de dématérialisation du courrier dans le cadre d'un marché suite auquel la suite de solutions " DocFlow" a été mise en place.

La suite DocFlow a pour objectifs de :

- Mettre en œuvre une **gestion informatisée des flux documentaires** entrant/sortant et interne permettant de faire collaborer les différentes entités de l'Agence,
- Constituer **une base de données numérique** de tous les documents entrant/sortant,
- Mettre en œuvre un **système de suivi des processus** émanant des correspondants et intégrant les différentes étapes de leur traitement,
- Faire le suivi **quantitatif des délais de transfert et de traitement** des documents en entrée et en sortie de l'Agence,
- Disposer **d'un moyen simple et efficace de recherche** permettant aux utilisateurs de retrouver les documents de façon rapide et intuitive.
- Disposer d'une **plateforme de dématérialisation** et de gestion des processus

Cette solution permet de suivre, tracer, superviser, raccourcir les délais de traitement, réduire les coûts de papier et d'impression.

La nécessité d'assurer la pérennité et l'évolution de ce système, exige le lancement d'une prestation de d'assistance à l'exploitation de la dite solution.

**ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE**

Les documents constitutifs du marché comprennent :

- 1- L'acte d'engagement ;
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
- 3- Le bordereau des prix détail estimatif.
- 4- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de services (CCAG-EMO)

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

#### ARTICLE4 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET PARTICULIERS

Le titulaire est soumis aux obligations des textes suivants :

1. La loi n°112.13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19Février 2015)
2. Le décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics
3. Le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
4. Le décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant le règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié par le Dahir n° 1.77.629 du 25 Chaoual 1397 (9 octobre 1977) et complété par le décret n° 2.79.512 du 26 Jourmada II 1400 (12 mai 1980).
5. Le décret n° 2.16.344 du 17 Chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
6. Décret n° 2.14.272 du 14 Mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
7. La loi 69-00 relative au contrôle financier de l'état sur les entreprises publiques et autres organismes, promulguée par le Dahir n° 1-03-195 du 16 Ramadan 1424 (11Novembre 2003) ;
8. Le Dahir n° 1.03.194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi 65-99 relative au code du travail ;
9. Circulaire n° 72/CAB du 26 Novembre 1992 d'application du Dahir n° 1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires ou adjudicataires des marchés publics.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre particulièrement : le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture ;

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date limite de réception des offres.

Le prestataire de services devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

**ARTICLE 5 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE**

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le contrôleur d'Etat si c'est requis.

En application de l'article 153 du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013), la notification de l'approbation du futur marché doit intervenir dans un délai de soixante- quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis. Si la notification n'intervient pas dans ce délai, le maître d'ouvrage peut demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre pour une période supplémentaire, conformément aux dispositions de l'article 153 du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013).

**ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE DE SERVICES**

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier des prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché telles que indiquées ci-dessous , à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatifs au marché de travaux. Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

**ARTICLE 7 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par l'Agence Marocaine de l'Efficacité Energétique en exécution du présent appel d'offres, sera opérée par les soins de Monsieur le Directeur de l'Agence Marocaine de l'Efficacité Energétique ;
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par Monsieur le trésorier payeur de l'Agence Marocaine de l'Efficacité Energétique, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- 5- L'Agence Marocaine de l'Efficacité Energétique remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

## **ARTICLE 8 : PERSONNE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE**

Le maître d'ouvrage peut désigner une personne chargée du suivi de l'exécution du marché qui découlera du présent appel d'offres.

Le nom ou la qualité et les tâches confiées de cette personne seront notifiés au prestataire de services.

## **ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE**

En application des dispositions de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes notifications relatives à l'entreprise lui seront valablement faites dans l'adresse indiquée dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, Le prestataire de services est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours suivant ce changement

## **ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE**

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants
- le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché, ni porter sur l'activité principale du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013).

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

## **ARTICLE 11 : DELAI D'EXECUTION**

Le délai de réalisation des prestations est fixé à une année.

Les délais d'exécution courent à partir du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de la réalisation des prestations.

## **ARTICLE 12 : NATURE, CARACTERES DES PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

### 12.1. Nature des prix

Le présent marché est à prix unitaires.

Les prix du marché unitaires sont ceux prévus au bordereau des prix détail estimatif annexé au présent cahier des prescriptions spéciales. Ils rémunèrent les prestations les concernant par application de ces prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

### 12.2 Caractères des prix.

Les prix du marché issu du présent CPS sont fermes et non révisables. Ils correspondent aux salaires et toutes autres charges de quelles natures qu'elles soient nécessaires à la réalisation des prestations demandées.

Le montant total du marché correspondra au total hors taxes du bordereau des prix formant détail estimatif, majoré du montant de la TVA.

### 12.3. Modalités de règlement du marché

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base des décomptes établis par le maître d'ouvrage.

Les décomptes sont semestriels et payables à terme échu en application des prix du bordereau des prix détail estimatif aux quantités des prestations réellement réalisées (les Jour / Homme réellement prestés).

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

L'Agence se libérera des sommes dues par elle au titulaire en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire ou à la Trésorerie générale ouvert au nom du titulaire désigné dans son acte d'engagement.

## ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENTS

Le cautionnement provisoire est fixé à quinze mille dirhams (15.000,00 DH).

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG- EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.



Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG applicable, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestataires s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG -EMO..

#### **ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie de 10% sera effectuée sur chaque décompte à titre de garantie. Celle-ci cessera de croître lorsqu'elle aura atteint sept pour cent (7%) du montant initial du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du prestataire de services, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations de services.

#### **ARTICLE 15 : ASSURANCE**

Avant tout commencement des prestations, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

#### **ARTICLE 16 : FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT**

Les droits auxquels peuvent donner lieu le timbrage et l'enregistrement du marché tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur, sont à la charge du titulaire.

#### **ARTICLE 17 : RECEPTION PROVISOIRE**

A la fin de chaque semestre, le Maître d'Ouvrage procédera à la réception provisoire partielle des prestations réalisées, dès que toutes les prestations sont concluantes et auront été jugées satisfaisantes par le maître d'ouvrage.

Un procès-verbal de réception provisoire partielle sera dressé et signé par les représentants du maître d'ouvrage.

La réception provisoire sera prononcée conformément aux dispositions de l'article 47 du CCAG-EMO

Si les prestations présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du CPS, le titulaire procédera aux modifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

#### **ARTICLE 18 : RECEPTION DEFINITIVE**

Conformément aux stipulations de l'article 49 de CCAG-EMO, la réception définitive sera prononcée par l'AMEE après la levée des réserves émises sur la version provisoire et l'écoulement de la période de garantie.

**ARTICLE 19 : PENALITES POUR RETARD**

En cas de retard dans l'exécution des prestations, il sera appliqué à l'encontre du titulaire une pénalité journalière de 1/1000 du montant initial du marché modifié ou complété le cas échéant des montants des avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant initial du marché modifié ou complété le cas échéant des montants des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévus par l'article 42 du CCAG-EMO.

**ARTICLE 20 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC**

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des fournitures réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

**ARTICLE 21 : RESILIATION DU MARCHE**

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 159 du décret n°2.12.349 du 20 mars 2013 relatifs aux marchés publics et celles prévues aux articles 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Pour les groupements, en cas de défaillance, de décès, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire, sans autorisation de continuer l'activité, ou de faute grave de l'un ou plusieurs membres du groupement, ceux-ci peuvent être exclus du marché suivant les procédures de résiliation du marché.

Dans ce cas, un avenant est passé pour fixer les conditions de la poursuite de l'exécution du marché par les membres restants du groupement éventuellement complété par de nouveaux membres en cas de nécessité de combler le manque de compétences dûment constaté après l'exclusion de certains membres du groupement.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire de services, l'AMEE, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire de services est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

**ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

Le prestataire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché. Les intervenants dans les procédures de passation des marchés doivent tenir une indépendance vis-à-vis des concurrents et n'accepter de leur part aucun avantage ni gratification et doivent s'abstenir avec eux toute relation de nature à compromettre leur objectivité et leur impartialité.

Les membres des commissions et toute personne appelée à participer aux travaux desdits commissions sont tenus de ne pas intervenir directement ou indirectement dans la procédure de passation des marchés publics, dès qu'ils ont un intérêt, soit personnellement, soit par personne interposée auprès des concurrents, sous peine de nullité des travaux desdits commissions (art 168 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics).

**ARTICLE 23 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE CONDITIONS DE TRAVAIL**

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

**ARTICLE 24 : MESURE DE SECURITE**

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO.

**ARTICLE 25 : CONTESTATIONS – LITIGES**

En cas de difficultés survenues entre le titulaire et le maître d'ouvrage au cours de l'exécution du futur marché, il sera fait application des dispositions des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

En cas de désaccord, le litige entre le maître d'ouvrage et le titulaire est soumis aux tribunaux compétents de Rabat.

**ARTICLE 26 : MODIFICATION DU PRESENT CPS**

L'AMEE peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, et pour quelque motif que ce soit, par initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement formulée par un soumissionnaire, modifier par amendement certaines clauses techniques du présent Cahier de Prescriptions Spéciales. Ces modifications seront communiquées aux soumissionnaires ayant retiré le C.P.S.

**ARTICLE 27 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

L'AMEE se réserve le droit de demander au soumissionnaire toute explication ou précision sur son offre. Il est bien précisé que les pièces remises ne pourront plus être retirées, complétées ou modifiées. Seules les explications n'altérant pas la substance de l'offre pourront être acceptées.

**ARTICLE 28 : RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES**

L'AMEE se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente mise en concurrence dans les cas prévus à l'article 45 du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) ;

Le Marché auquel peut donner lieu le présent Appel à la concurrence n'est valable, définitif et exécutoire qu'après avoir été approuvé par les Autorités Compétentes et visa du contrôleur d'Etat si c'est requis. L'attributaire recevra alors la notification de l'ordre de service pour commencer les travaux.

**ARTICLE 29 : CAS D'ABANDON**

Au cas où l'attributaire abandonnerait sans avoir complètement exécuté tous les travaux pour lesquels il serait engagé, l'AMEE procéderait à un nouvel appel d'offres aux risques et périls de l'attributaire défaillant.

**ARTICLE 30 : GARANTIE**

La période de garantie est fixée à une année après la réception provisoire.

**Lu et accepté sans réserve (manuscrite)**

**Signature :**

**BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF**

N	Désignation	U	Qté.	Prix Unitaire en chiffres		Prix Total
L'assistance à l'exploitation de la suite « DocFlow», le système de gestion du courrier et de dématérialisation de processus						
01	Assistance à l'exploitation de la suite "DocFlow"	Jour / Homme	100			
Total HT (DH)						
TVA (20%) (DH)						
Total TTC (DH)						

## CHAPITRE II : TERMES DE REFERENCES

### ARTICLE 1 : DEFINITION DES PRESTATIONS

Le service de l'assistance à l'exploitation proposé de la suite DocFlow consiste à :

- Mise à jour des fonctionnalités suite aux évolutions demandées, et aux changements (Changement radical de l'organigramme, de l'organisation, de besoins, des règles métiers)
- Assistance à l'exploitation sur terrains du système
- Transfert de compétences pour les nouveaux utilisateurs des évolutions demandées.
- Dématérialisation d'autres processus à l'instar de la gestion du courrier et des ordres de mission.
- Assurer l'entretien et le développement autour de la plateforme actuellement en exploitation au sein de l'AMEE
- L'entretien de la plateforme devra respecter le niveau de service SLA en vigueur

La planification de chaque prestation relative à l'assistance, à l'exploitation et la détermination de sa nature, sa date, sa durée ainsi que les personnes qui effectueront cette prestation, se feront en commun accord entre l'Agence et le Titulaire.

Chaque prestation effectuée dans le cadre de l'assistance doit être actée par livrable comprenant :

- L'objet de l'assistance
- Les dates d'interventions, les Jour / Homme réellement prestés
- Le détail des actions entreprises (le cas échéant : règles de traitement des processus, logigrammes de processus, formulaire de traitement, manuel d'utilisation, ...)
- Les modifications majeures apportées au système existant
- Les intervenants et fiches d'interventions signées

Chaque livrable doit être validé par le maître d'ouvrage.

La durée totale annuelle des prestations de l'assistance à l'exploitation de la suite "DocFlow" ne dépassera pas 100 jours Hommes (Recueil de nouveaux besoins et des nouvelles fonctionnalités n'est pas comptabilisé).

### ARTICLE 2 : MODALITES D'EXECUTION

La solution existante dispose d'un système de gestion du courrier et d'une plateforme de dématérialisation de processus BPMN (tel que la gestion des ordres de mission ...). Cette plateforme, doit être exploitée au mieux et élargie à d'autres processus (métiers & support) de l'Agence. Cette évolution doit permettre les fonctionnalités minimales suivantes :

- **Modélisation des processus en respectant la norme BPMN**
- Modélisation des processus qui permette l'implémentation des règles suivantes
  - ✓ Tâches Personnalisées
  - ✓ Paramétrage de tâche personnalisée planifiées en mode synchrone ou asynchrone
  - ✓ Règles d'affectation
  - ✓ Affecter à un utilisateur spécifique
  - ✓ Affecter à plusieurs d'utilisateurs spécifiques

- ✓ Affecter à un rôle dans une entité ou dans tout l'annuaire
- ✓ Affecter à un groupe
- ✓ Affecter à des utilisateurs prédéfinis : initiateur, manager, owner...
- ✓ Règles de notification et d'alertes
- Modélisation des formulaires par étapes du processus basé sur la définition de métadonnées de types :
  - ✓ TextBox, Label, Date, Champ de saisie semi-automatique, liste, fichier joint.
  - ✓ Valeurs calculées de façon dynamique
  - ✓ Règles de gestion ; saisie, lecture, visibilité ....
  - ✓ Intégration avec le S.I. existant
  - ✓ Connecteurs bases de données métiers ...
- **Environnement de déploiement offrant :**
  - Un moteur d'exécution des processus modélisés
  - Un environnement de travail des utilisateurs qui permette aux utilisateurs habilités d'accéder à :
    - ✓ Les processus métiers qu'ils peuvent initier
    - ✓ La liste des tâches qu'ils doivent réaliser
    - ✓ Un moteur de recherche
    - ✓ Des rapports et tableaux de bords
  - Un moteur de génération de formulaire dynamique à partir de métadonnées définies lors de la modélisation des processus
- **Des outils de suivi :**
  - Notification des actions à réaliser
  - Relance des utilisateurs par rapport à des actions à réaliser
  - Alerte en cas de dépassement des délais de traitement
  - Personnalisation des mails de relance, de notification et d'alerte
  - Système de suivi et de trace des activités et tâches exécutées par le moteur BPM : Business Activity Monitoring (BAM)
  - Moteur de recherche multicritères
- **Des outils d'optimisation des processus déployés**
  - Tableaux de bords de suivi des processus
  - Rapports de suivi basés sur des cubes dynamiquement calculés à partir du BAM
  - Tableaux dynamiques croisés extraits à partir du BAM
- **Formation des utilisateurs aux nouvelles fonctionnalités**
- **Couverture fonctionnelle de l'évolution de la suite "DocFlow"**
  - L'évolution du système existant doit permettre la définition dynamique et sans codage des formulaires et interfaces utilisateurs
  - Les formulaires doivent pouvoir être construits en incluant des sous- formulaires prédéfinis
  - Les formulaires doivent pouvoir contenir des sous-écrans qui s'influencent les uns les autres : le choix de données dans un sous- formulaires peut modifier le contenu d'un autre sous écran

- Les formulaires doivent être en mode responsive design utilisable sur tablettes et smartphones
- Création dynamique et sans codage de workflow
- Paramétrage dynamique d'application et enclenchement des règles et contrôles au démarrage, déroulement ou fin de tâches
- Gestion simultanée de plusieurs versions du même processus
- L'évolution du système existant doit permettre la définition dynamique des règles de gestion
- Le système doit inclure un référentiel global permettant la gestion des organisations morales, des personnes physiques ainsi que des organigrammes et structures
- Le référentiel doit gérer l'unicité, la cohérence et la complexité relationnelle des structures et organisations
- L'évolution du système existant doit également offrir la traçabilité en termes de performances unitaires pour chaque transaction, opération et processus métier
- Affectation dynamique et sans codage des tâches aux utilisateurs en charge
- Prise en charge dynamique des affectations aux groupes et rôles
- Gestion dynamique et sans codage des portefeuilles des tâches
- Paramétrage dynamique des délais et charges associées aux tâches
- Paramétrage dynamique d'opérations d'escalades et de dérogation pour la prise en charge de situations et cas métiers exceptionnels
- Paramétrage dynamique et sans codage des alertes et notifications liées aux délais de réalisation des tâches
- Les notifications peuvent être dynamiquement envoyées par email
- L'évolution doit offrir une gestion intégrée de l'intérêt qui permet d'affecter dynamiquement les tâches d'un utilisateur absent à son remplaçant et en impacter la charge de travail
- L'évolution du système existant doit permettre la gestion de tableaux croisés dynamiques permettant l'analyse des temps et performances de traitement des processus
- Le système doit s'interfacer suivant les normes SOA.
- L'évolution du système existant doit fournir des API d'intégration avec le module Processus ou GED
- L'évolution du système existant doit être indépendante des navigateurs internet et doit pouvoir utiliser les principaux navigateurs du marché : Fire fox, Chrome, Internet Explorer.....
- L'évolution est indépendante et peut interagir avec les principaux serveurs LDAP du marché : OpenLDAP, Active Directory, ...
- Il doit permettre l'utilisation simultanée de langues différentes sur le même formulaire
- L'évolution du système existant doit offrir la possibilité d'exporter les données dans un format exploitable
- La licence de l'évolution du système doit supporter un nombre illimité de processus
- La licence de L'évolution du système supporte un nombre illimité d'utilisateurs



**ROYAUME DU MAROC****AGENCE MAROCAINE POUR L'EFFICACITE ENERGETIQUE****APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N°12 / 2017****DU 14/11/17****ASSISTANCE A L'EXPLOITATION DE LA SUITE « DOCFLOW », LE SYSTEME  
DE GESTION DU COURRIER ET DE DEMATERIALISATION DE PROCESSUS****« REGLEMENT DE LA CONSULTATION »**

En application des dispositions du Décret n°02-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur contrôle et à leur gestion.

**ANNEE 2017**

Le Directeur Général

Saïd HOULINE

**Sommaire**

- ARTICLE 1 : Objet du règlement de consultation**
- ARTICLE 2 : Répartition en lots**
- ARTICLE 3 : Maître d'ouvrage**
- ARTICLE 4 : Conditions requises des concurrents**
- ARTICLE 5 : contenu et présentation des dossiers des concurrents**
- ARTICLE 6 : Composition du dossier d'appel d'offres**
- ARTICLE 7 : Modification dans le dossier d'appel d'offres**
- ARTICLE 8 : Retrait des dossiers de la consultation**
- ARTICLE 9 : Information des concurrents**
- ARTICLE 10 : Monnaie des prix de l'offre**
- ARTICLE 11 : Langues**
- ARTICLE 12 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents**
- ARTICLE 13 : Dépôt des plis des concurrents**
- ARTICLE 14 : Retrait des plis**
- ARTICLE 15 : Délai de validité des offres**
- ARTICLE 16 : Lieu de réalisation**
- ARTICLE 17 : Critères d'évaluation des offres des concurrents**
- ARTICLE 18 : Critères de jugement des offres.**

## ARTICLE 1 : Objet du règlement de consultation

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix n°12/2017 ayant pour objet **l'assistance à l'exploitation de la suite « DocFlow», le système de gestion du courrier et de dématérialisation de processus pour le compte de l'Agence Marocaine pour l'Efficacité Energétique.**

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° **2-12-349** du 8 Joumada 1er 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics. Toute disposition contraire décret n° **2-12-349** précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n° **2-12-349** précité.

**Les lieux d'exécution des prestations objet du présent appel d'offres sont:**

- **Siège de l'AMEE à Rabat, Espace les Patios, angle avenue Anakhil et avenue Mehdi Benbarka, Hay Riad.**
- **Représentation de l'AMEE à Marrakech Rue El Machaâr El Haram, Issil.**

## ARTICLE 2 : Répartition en lots

La présente consultation concerne un marché lancé en lot unique.

## ARTICLE 3 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent Appel d'Offres est : l'Agence Marocaine pour l'Efficacité Energétique – AMEE.

## ARTICLE 4 : Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n°2-12-349 :

1/ Seules peuvent participer à la présente consultation les personnes physiques ou morales qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué les garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.

2/ Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n°**2-12-349** ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés

## ARTICLE 5 : Justification des capacités et des qualités des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n°2-12-349 précité, les pièces à fournir par les concurrents, outre le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention

manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages et le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages, sont :

**A. Un dossier administratif comprenant :**

**A1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :**

1. Une déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics. ;
2. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
3. Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n°2-12-349 précité.

**A2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n°2-12-349.**

1. la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.  
Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;

- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :

- Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

2. L'attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

3. L'attestation de la CNSS ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n°2-12-349; ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale , prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 15 jourmada II 1392 ( 27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux 2 et 3 ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

4. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujettis à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

5. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes 2,3et4 ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produit.

#### **B. Un dossier technique comprenant :**

- 1) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé
- 2) Au moins une (01) attestation ou son copie certifiée conforme à l'originale, des prestations similaires aux prestations objet du présent appel d'offres, délivrées par les maitres d'ouvrage publics ou privé ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté les dites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire

#### **C. Un dossier additif comprenant :**

- a- Certificat d'enregistrement (originale ou copie certifiée conforme à l'originale) délivré par l'autorité compétente ou attestation (originale ou copie certifiée conforme à l'originale) délivrée par l'éditeur et distributeur de la suite « DocFlow » certifiant le pouvoir du concurrent à maintenir la solution.

### **ARTICLE 6 : Composition du dossier d'appel d'offres**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n°2-12-349, le dossier d'Appel d'Offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement prévue à l'article 27 du décret n°2-12-349 ;
- Le modèle du bordereau des prix formant détail estimatif ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation d'Appel d'Offres.

### **ARTICLE 7 : Modification dans le dossier d'appel d'offres**

Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret n° 2-12-349, les modifications qui seront introduites dans le dossier d'Appel d'Offres, sans changer l'objet du marché, seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci doit être publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1-2 de l'article 20 du décret n° 2-12-349.

dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

#### **ARTICLE 8 : Retrait des dossiers de la consultation**

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents dans les bureaux indiqués dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres, ou le télécharger du site électronique des marchés publics [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) ou encore à partir du site [www.amee.ma](http://www.amee.ma).

#### **ARTICLE 9 : Information des concurrents et demandes des éclaircissements**

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-12-349, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissement ou renseignements concernant l'appels d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (07) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique, il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les délais de communication des éclaircissements sont ceux définis au niveau de l'article 22 du décret 2-12-349.

#### **ARTICLE 10 : Monnaie des prix de l'offre**

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirhams. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank al-Maghreb, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

#### **ARTICLE 11 : Langues**

L'offre préparée par le candidat, ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre, échangés entre le candidat et l'Administration seront rédigés en langue Française, étant entendu que tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue, dès lors qu'il sera accompagné par une traduction en langue Française des passages intéressant l'offre. Dans ce cas, et aux fins de l'interprétation de l'offre technique ou financière, seule la traduction française fera foi.

#### **ARTICLE 12 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents**

##### **1. Contenu des dossiers**

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-12-349, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé, les pièces des dossiers administratif, technique et additif, une offre financière.

L'offre financière comprend :

- a- L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dument rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret n°2-12-349, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

- b- Le bordereau des prix et le détail estimatif.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres

Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.

En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.

Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

## 2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché;
- la date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que « **le pli ne doit être ouvert que par le Président de la commission d'Appel d'Offres lors de la séance publique d'ouverture des plis** ».

Ce pli contient deux enveloppes :

- a- La première enveloppe comprend le dossier administratif, le dossier technique et le dossier additif. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention " Dossiers administratif, dossier technique " ;
- b- La deuxième enveloppe comprend l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention " Offre financière ".

Les deux enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente:

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;

- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission.

**ARTICLE 13 : Dépôt des plis des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'Appel d'Offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'Appel d'Offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixée ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par Le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial prévu à l'article 19 du décret n°2-12-349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur les plis remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349.

**ARTICLE 14 : Retrait des plis**

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du décret n°2-12-349.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n°2-12-349.

**ARTICLE 15 : Délai de validité des offres**

Il sera fait application des dispositions des articles 33 et 153 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013.

Conformément à l'article 60 du décret n°2-12-349, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si, la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe, seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

**ARTICLE 16 : Lieu de réalisation**



Les prestations objet du présent appel d'offres doivent se faire à l'adresse suivante du maître d'ouvrage :

- Siège de l'AMEE à Rabat, Espace les Patios, angle avenue Anakhil et avenue Mehdi Benbarka, Hay Riad.
- Représentation de l'AMEE à Marrakech Rue El Machaâr El Haram, Issil.

#### **ARTICLE 17 : Critères d'évaluation des offres des concurrents**

Les offres seront examinées, conformément aux dispositions des articles 36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42 du décret n°2-12-349 et seront jugées sur la base des critères techniques et financiers.

Les offres seront jugées en deux étapes :

- Lors d'une première étape seront ouverts les dossiers administratifs, techniques et aditif.
- Lors d'une deuxième étape, les offres financières des candidats retenues à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et technique seront ouvertes.

#### **ARTICLE 18 : Critères de jugement des offres**

L'examen des offres financières concerne les seuls concurrents admis à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et technique.

La commission retient le critère prix pour l'attribution du marché. Le marché sera attribué au concurrent dont l'offre financière est la moins disante.

**Lu et accepté sans réserve (manuscrite)**

**Signature**

# ANNEXE

## Modèle d'acte d'engagement

### A - Partie réservée à l'AMEE

AO N°12/ 2017

**L'assistance à l'exploitation de la suite « DocFlow », le système de gestion du courrier et de dématérialisation de processus pour le compte de l'Agence Marocaine pour l'Efficacité Energétique.**

Passé en application des dispositions du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat, ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

### B - Partie réservée au concurrent

#### a . Pour les personnes physiques

Je, soussigné ..... (prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, Adresse du domicile élu : ..... Affilié à la CNSS sous le n° ..... Inscrit au Registre de Commerce de ..... (Localité) sous le N° ..... N° de pate..

#### b . Pour les personnes morales

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)  
Agissant au nom et pour le compte de ..... (Raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de : ..... Adresse du siège social de la société ..... Adresse du domicile élu

..... Affiliée à la CNSS sous le n° ..... Inscrite au Registre de Commerce .....

(Localité) sous le n° ..... n° de patente .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- 1) Remets, revêtue de ma signature un bordereau des prix et un détail estimatif établis conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres,
- 2) M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au Cahier des Prescriptions Spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
  - Montant hors T.V.A. : .... (en lettres et en chiffres)
  - Montant de la T.V.A. (taux en %) : ..... (en lettres et en chiffres)
  - Montant T.V.A. comprise : .... (en lettres et en chiffres)

L'AMEE se libérera des sommes dues par lui en faisant donner au compte n° .... ouvert au nom de la société ..... sous relevé d'identification bancaire numéro ....

Fait à ..... le .....

Signature et cachet du concurrent

**MODEL DECLARATION SUR L'HONNEUR**

**A - Pour les personnes physiques**

Je soussigné..... nom.... Prénom..... agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu : ..... affilié à la CNSS sous le n° : ..... Inscrit au registre du commerce de..... sous le n° ..... n° du patente ..... n° du compte bancaire..... Tél.....Fax..... l'adresse électronique.

**B - Pour les personnes morales**

Je soussigné ..... nom ..... prénom .... qualité ..... agissant au nom et pour le compte de .....raison sociale.....forme juridique.....au capital de .....adresse du domicile élu.....affilié à la CNSS sous le n°.....(ou autre) le numéro de la taxe professionnelle..... Inscrit au registre du commerce ..... n° de patente ..... n° du compte bancaire .....Tél.....Fax..... l'adresse électronique

**DECLARE SUR L'HONNEUR**

- 1- m'engage à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle.
- 2- que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du décret n°02-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les règles de passation des marchés de l'Etat, ainsi que certaines dispositions relatives à leur gestion et à leur contrôle.
- 3- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché; et m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret précité.
- 4- j'atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire,(ou que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mes activités)
- 5- m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
- 6- m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée des promesses des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché et son exécution ;
- 7- j'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt, tel que prévu à l'article 168 du décret n°2-12-349 ;
- 8- Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature ;
- 9- Je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 du décret n°2-12-349.

Fait à .....le.....

Signature et cachet du concurrent